

## Projet de recherche « La reconstruction du Levant »

L'objet de ce programme de recherche est d'étudier les modalités de la reconstruction des villes, la réorganisation du système urbain et du territoire. Plusieurs villes de la région ont été très endommagées par le conflit telles que Raqqa, Kobané et Mossoul, lors de la bataille de libération contre l'Etat Islamique. Et nous avons le cas particulier de Beyrouth, ville en perpétuelle reconstruction depuis 1990, qui a sombré de nouveau avec l'explosion d'un stock de nitrate dans le port, durant l'été 2020. Dans d'autres cas, comme à Tripoli du Liban, une partie de la ville (les quartiers de Bab Tébani et de Jebel Moshen) , a connu un conflit destructeur en 2012-2013. Mais nous avons aussi différents types de situations intermédiaires qui méritent d'être prises en compte, dans des villes moins emblématiques que les précédentes : Hassakeh en Syrie, Tel Afar et Qaraqosh en Irak, sans oublier les petites villes du Sinjar où les combats contre l'Etat Islamique furent dévastateurs mais moins publicisés.

Seules deux conférences sur la reconstruction furent organisées ces dernières années au Levant : la première pour Mossoul en 2018 et la seconde pour Beyrouth en novembre 2020. Les promesses de dons pour Mossoul sont impressionnantes : plus de 6 milliards de dollars, mais elles tardent à se concrétiser. Quant à Beyrouth, seule une aide d'urgence a pu être débloquée en raison des blocages politiques au Liban. Il faut souligner que la corruption qui règne dans toutes les strates de l'administration dissuade les bailleurs internationaux, tel que l'Union Européenne, d'aller au-delà d'une simple aide d'urgence. Le Levant, meurtri par la guerre en Syrie et Daesh, aurait besoin d'un véritable plan Marshal. En attendant une hypothétique intervention de la communauté internationale, la population et les autorités ont commencé à reconstruire les villes avec leurs modestes moyens. J'ai pu constater à Raqqa, Mossoul et Kobané que la reconstruction avait lieu, mais dans l'urgence, sans réelle planification et largement au détriment du capital environnemental.

### *Kobané : l'archétype de la reconstruction au Levant*

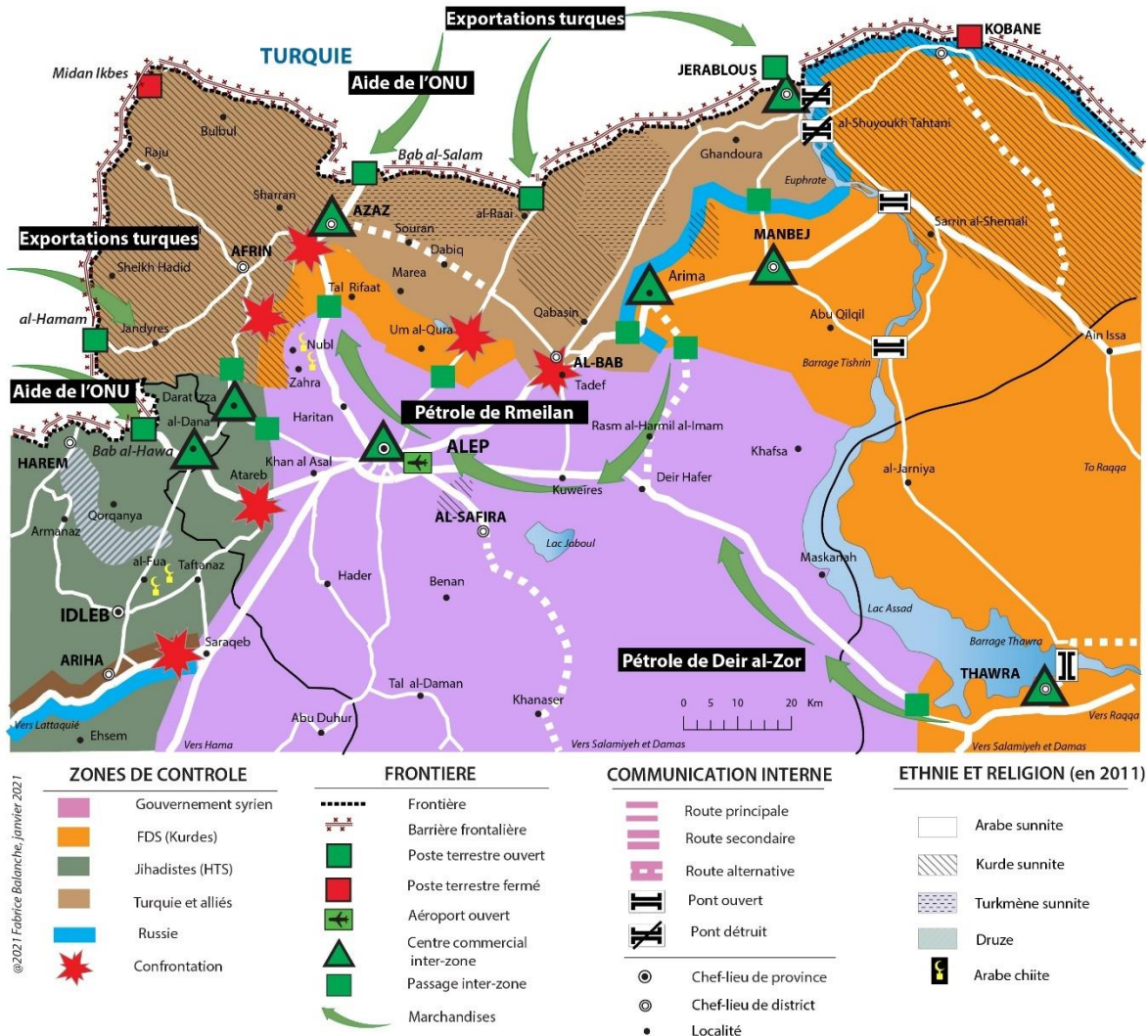
En seulement 3 ans, la ville kurde de Kobané s'est relevée de ses ruines. Les maisons ont été reconstruites et des immeubles neufs de 6 étages se sont même élevés sur d'anciens quartiers de maisons individuelles. Avant 2015, la ville comptait très peu d'immeubles de haute taille. Comme dans la plupart des villes du Nord-Est syrien, la majorité des logements relevait de l'informel. Les maisons étaient construites rapidement avec des faibles moyens financiers, ce qui empêchait de creuser des fondations capables de supporter plusieurs étages. Les nouvelles autorités kurdes sont moins strictes sur le plan d'occupation des sols que l'administration baathiste et par conséquent, elles délivrent plus facilement des permis de construire dans les zones d'habitat illégal qui ont été régularisées depuis 2015. L'argent de la diaspora kurde a donc afflué à Kobané, permettant un véritable boom immobilier. Cependant les services urbains ne suivent pas, car la municipalité n'a pas de moyens financiers pour construire ou reconstruire le réseau d'égouts et les canalisations d'eau. Les habitants se ravitaillent en eau grâce à des camions citernes et les eaux usées se perdent dans le sol. La qualité des constructions pose également problème. On reconstruit des bâtiments énergivores puisqu'ils exigent la climatisation en été et chauffage intense en hiver pour être habitables. Or, nous sommes dans un contexte de pénurie d'électricité publique récurrente, qui oblige les habitants à recourir à des générateurs privés extrêmement bruyant et surtout polluants. Kobané constitue un bon exemple de cette « mal reconstruction » qui s'étend partout au Levant, y compris dans des grandes villes comme Mossoul où, malgré les milliards de dollars promis la forme de la reconstruction n'est guère différente de celle de Kobané.

### *La réorganisation de la hiérarchie urbaine et du territoire*

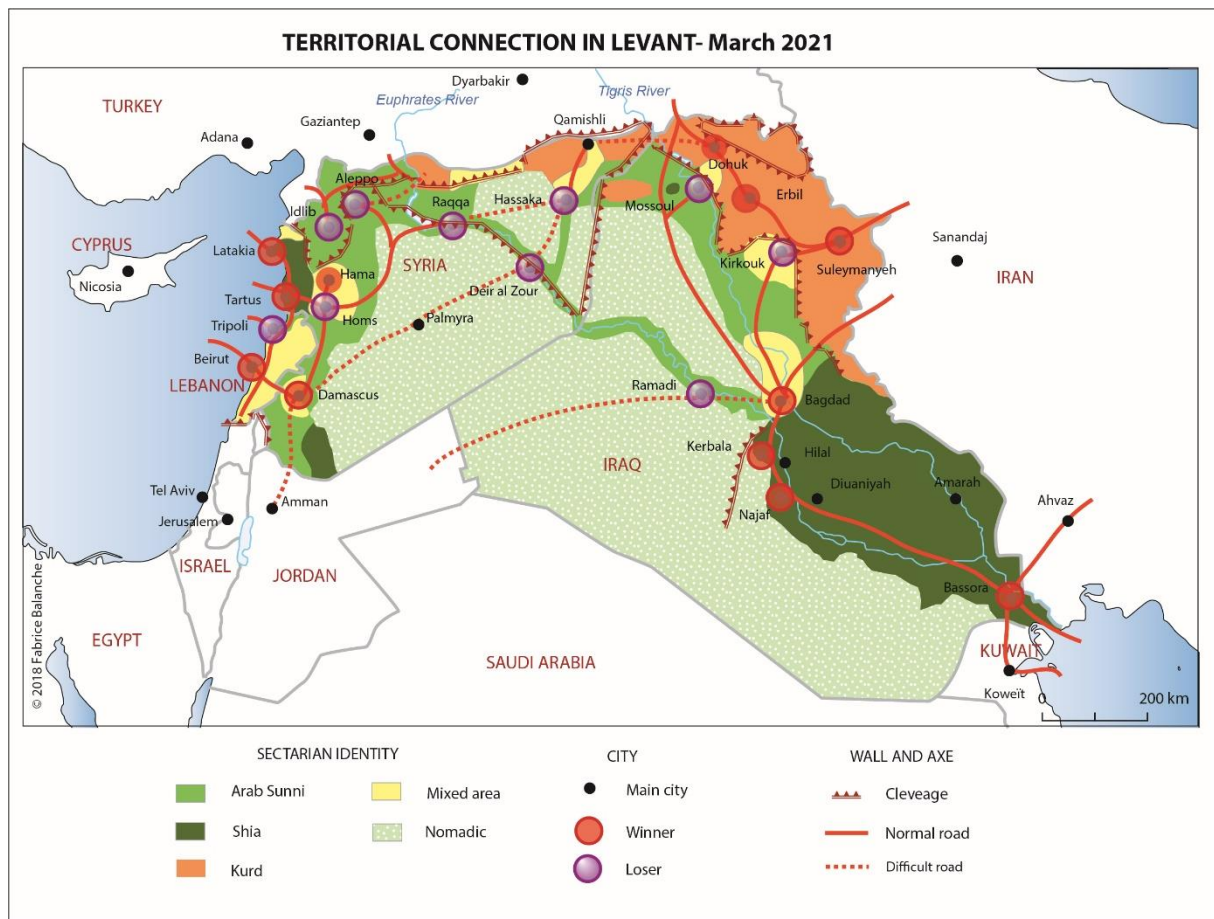
La guerre a provoqué une réorganisation de la hiérarchie urbaine du fait des destructions et de la construction de frontières intérieures. Une grande partie des habitants de Mossoul s'est réfugiée dans les localités environnantes, comme Dohuk et Erbil en zone kurde. La ville de Dohuk qui se trouve à moins d'une heure de voiture de Mossoul accueille ainsi plus de 100,000 « réfugiés » de l'intérieur. La troisième ville du Gouvernement Régional Kurde connaît ainsi un fort dynamisme économique depuis 2015. C'est aussi le cas des petites villes de la périphérie de Mossoul considérées comme plus sûres. Toute la question est de savoir si cette dynamique spatiale est durable. Nous avons vu dans le cas du Liban que le conflit à Beyrouth (1975-1990) avait permis le dynamisme des petites villes de la périphérie telle que Jounieh et Saïda. Mais, après la guerre la capitale du Liban a retrouvé son attractivité et les pôles commerciaux périphériques ont déclinés. Nous pouvons transposer cette situation à la Syrie du Nord où Alep connaît exactement la même situation de déclin que Mossoul, ce qui entraîne le

renforcement des petites villes de sa région. Le phénomène est accentué par la présence de frontières intérieures qui sont pour certaines des lignes de front dans le Nord-Ouest.

## Le Nord-Ouest syrien entre échanges commerciaux et conflits



La reconstruction urbaine doit donc être analysée en relation avec les dynamiques territoriales à l'échelle nationale voire régionale. A contrario, nous ne pouvons comprendre le territoire sans référence aux dynamiques urbaines qui l'animent ou qui sont sentées l'animer. Liban, Syrie et Irak sont des territoires imbriqués en raison de la densité des échanges entre ces pays, mais également parce qu'ils appartiennent désormais à un espace géopolitique commun dominé par l'Iran. La reconstruction post-conflit ne peut s'affranchir des contingences géopolitiques et du substrat communautaire. Car, comme nous l'avons expliqué dans notre HDR, le communautarisme est une strate à prendre en compte dans l'organisation territoriale. Il explique notamment des phénomènes d'attraction urbaine et des discontinuités en opposition avec des modélisations classiques. Ce n'est pas exactement l'anti-thèse du modèle de Christaller car les dynamiques centre-périphérie fonctionnent. Il s'agit plutôt d'une symbiose entre les deux modèles.

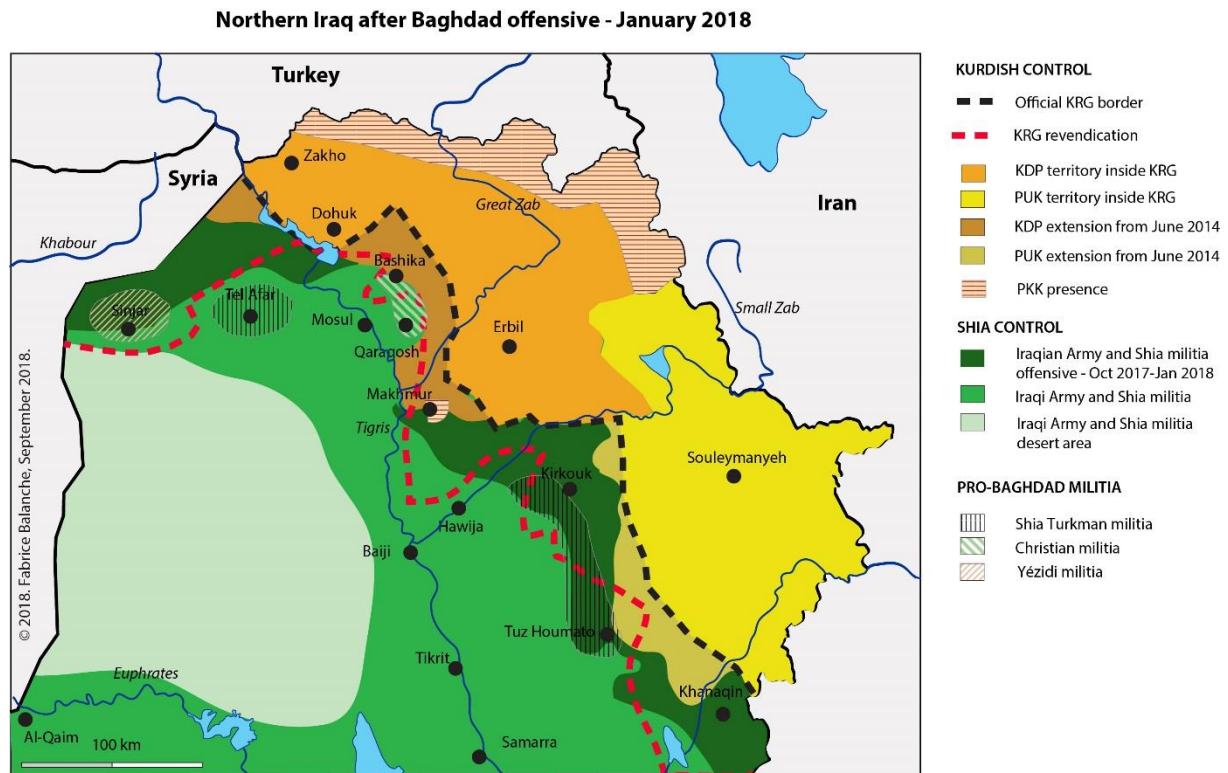


### *Des conflits différents mais imbriqués*

Les trois pays qui constituent notre terrain de recherche possèdent chacun leur spécificité en termes d'intensité du conflit, de gouvernance et de temporalité. En Syrie, le conflit n'est pas encore terminé, mais il se limite désormais à des lignes de front qui ont tendance à devenir des frontières intérieures. La Syrie est dans un processus de stabilisation dans le cadre d'une division du pays en trois entités : la zone d'occupation turque au nord, la zone dirigée par les Forces Démocratiques Syriennes au Nord-Est et la zone gouvernementale. La situation économique des trois zones est désastreuse. Paradoxalement, c'est la zone gouvernementale qui se trouve en plus mauvaise posture actuellement, car son statut désormais de protectorat russo-iranien limite les interventions des bailleurs de fond internationaux. En revanche, dans le Nord-Est les interventions extérieures sont massives et encouragent la reconstruction. En Irak, la reconstruction se limite au Nord du pays, dans la zone anciennement occupée par l'Etat Islamique. La ville de Mossoul constitue un cas emblématique puisque c'est le principal chantier du pays grâce à l'aide internationale. Les résultats sont déjà notables dans la partie orientale de la ville, tandis qu'à l'ouest du Tigre l'ampleur des destructions et la peur de la résurgence de l'Etat Islamique limitent les travaux.

Reconstruire Mossoul implique aussi de restaurer la confiance entre les communautés, tout comme dans les petites villes du Nord Irak : Sinjar, Tel Afar et Qaraqosh qui subissent également des combats destructeurs. L'identité communautaire des trois villes, yézidi, turkmène et chrétien, est à prendre en compte dans notre analyse, car le communautarisme est à la base de puissants réseaux de financement. La ville chrétienne de Qaraqosh, dans la plaine de Ninive, bénéficie ainsi du soutien de multiples ONG occidentales et de collectivités locales, telle que la région Rhône Alpes-Auvergne. Les Yézidis du Sinjar sont également très soutenu par les bailleurs occidentaux en raison de la tentative de génocide dont ils ont été victimes de la part de Daesh. La France, à travers le centre de crises du Ministère des Affaires Etrangères, finance la construction d'un hôpital à Sinjar et diverses ONG françaises participent à la reconstruction des services urbains. En revanche, Tel Afar est moins bien dotée du côté occidental, les Turkmènes chiites de la ville n'attirent pas la même sympathie

géopolitique. A Tel Afar, la Turquie et l'Iran investissent dans la reconstruction afin de clientéliser la population.



Enfin, le Liban a subi le conflit régional indirectement. Il a connu une flambée de violences à Tripoli en 2012-2013, qui a causé d'importantes destructions entre le quartier alaouite de Jebel Mohsen et le quartier sunnite de Bab Tebane. L'Union Européenne et diverses ONG ont financé la reconstruction et plusieurs initiatives pour rétablir les liens sociaux entre la population des deux quartiers. Il sera donc très intéressant d'étudier les résultats de cette stratégie, qui pourraient servir d'exemple le cas échéant pour les autres terrains. L'intérêt principal du Liban réside justement dans cette antériorité du conflit (1975-1990) et donc de sa reconstruction. Les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances et cet échec est une des causes de la crise économique et politique que connaît le pays aujourd'hui. S'interroger rétrospectivement sur la reconstruction du Liban est un moyen d'analyser les prémisses de celle engagée en Syrie et en Irak.

Ce programme de recherche est à la croisée de la géographie urbaine et de la géographie politique. En effet, il accorde une importance primordiale à la gouvernance. A travers mes expériences de recherche et d'expertise dans la région, depuis une trentaine d'années désormais, j'ai pu constater que la gouvernance était souvent oubliée par les institutions chargées du développement. Au prétexte qu'il ne faut pas s'ingérer dans les affaires politiques du pays, les ONG et les institutions de développement se contentent le plus souvent de travailler sur la partie technique. Or, si la gouvernance locale est déficitaire, les programmes de reconstruction sont voués à l'échec. Reconstruire une ville, c'est aussi et avant tout reconstruire la gouvernance urbaine.

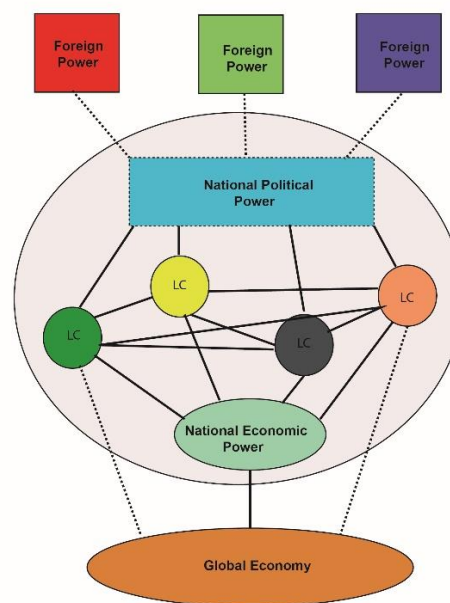
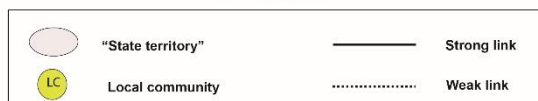
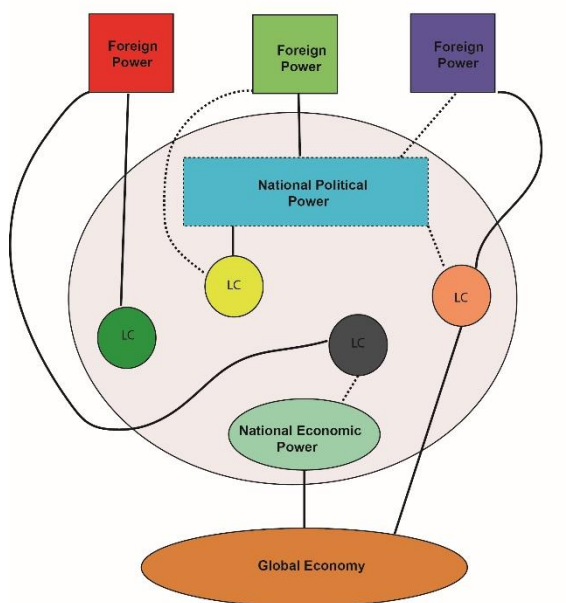
#### *Intégrer le facteur communautaire dans l'analyse spatiale*

Le communautarisme est un facteur de compréhension de l'espace qu'il faut intégrer dans les analyses spatiales au même titre que l'économie, les données physiques, l'action publique, etc. Tous les espaces ne sont pas concernés au même niveau par ce facteur, car le communautarisme n'est pas forcément un mode d'organisation social majeur. Dans le cas du Levant, le communautarisme est un fait social indéniable dont l'influence sur l'organisation spatiale est primordiale. L'espace tout comme l'identité communautaire sont des construits et par conséquent, ils ne sont pas figés dans le temps. Ainsi convient-il d'introduire une importante variable historique lorsqu'on analyse l'espace levantin dans le temps long. En période de paix et de prospérité économique, le champ de forces non communautaire s'impose, mais lors des périodes de conflits, ce sont les forces communautaires qui l'emportent, car la

recherche de la sécurité prime sur toute autre relation. Les montagnes levantines, pôles répulsifs dans un espace social homogène, redeviennent des montagnes refuges, attractives dans un espace communautarisé.

L'objectif premier de la reconstruction doit être de reconnecter les communautés locales entre elles et entre les centres de pouvoir, soit sur les plans horizontal et vertical. Sur le plan horizontal, il s'agit de restaurer les liens de voisinage et l'intégration dans une région à travers les relations économiques, politiques et culturelles. Il faut favoriser la mixité communautaire afin que les lieux soient attractifs. Un territoire homogène sur le plan ethnique ou religieux perd de son attraction économique. Au niveau vertical, les communautés doivent être connectées avec les métropoles, centres de pouvoir politique et économique. Il s'agit de réduire le clivage ville-campagne et centre-périphérie, afin que la croissance et le développement se diffusent sur l'ensemble du territoire.

VERTICAL AND HORIZONTAL INTEGRATION OF THE LOCAL COMMUNITIES  
WAR SITUATION



Fabrice Balanche, "Geo-economy and local community: the challenge of the integration" in *Building for Peace*, Washington, World Bank, July 2020.

### Un programme dans la continuité de mes recherches sur l'urbain au Levant

Cette réflexion sur l'urbain s'appuie sur une longue expérience de recherche au Levant, que je fréquente depuis 1990. De 2003 à 2007, j'ai assuré la direction de l'observatoire urbain du Proche-Orient (2003-2007). Puis directeur du GREMMO à l'Université Lyon 2, la ville était un axe prioritaire du laboratoire, Nous avons dans ce cadre organisé deux colloques internationaux et une journée d'études.

- Journée d'études : « Beyrouth, entre mondialisation et crise syrienne », Université Saint Joseph, Beyrouth, 23 octobre 2013.

-Colloque : « Villes, acteurs et pouvoirs dans le monde arabe et musulman », Lyon du 29 au 30 octobre 2012. Manifestation organisée avec Karine Benafra, GREMMO – IEP de Lyon, Université Lyon 2, le soutien de la municipalité de Lyon et la Région Rhône Alpes.

-Colloque : « Les métropoles de Syrie dans les processus mondialisés d'urbanisation », Alep (Syrie) du 15 au 17 mars 2010. Manifestation organisée en coopération avec Thierry Boissière, IFPO – Alep, le soutien de l'Université Lyon 2, de la Municipalité d'Alep et du Grand Lyon.

Avec l'UN-ESCWA, la Banque Mondiale et le GCSP nous avons organisé plusieurs conférences et séminaires sur le thème de la reconstruction, ainsi que dans le cadre de l'Observatoire de Syrie. Dans ce dernier cas, je ne peux en faire état en raison du devoir de réserve. Les années 2018 et 2019 furent particulièrement riches en événements sur la reconstruction au Levant grâce à l'action du Geneva Centre for Security Policy soutenu par l'Union Européenne.

-“State building and social development in Syria: the interconnections between Reforms, Refugees return and Reconstruction in Syria”, Geneva Centre for Security Policy et National Research University Higher School of Economics, Saint Petersburg, 2-3 décembre 2019.

-“Key Challenges for Syria: Interactions between Reforms, Refugee Return and Reconstruction”, Geneva Centre for Security Policy, Montreux, 14-15 juin 2019

- “Waiting for no one: prospects and consequences of bottom-up reconstruction in Syria”, in “The Politics and Modalities of Economic Reconstruction in Syria”, Geneva Center for Security Policy, 7-8 février 2019

-“Building for Peace in MENA - Reconstruction for Security, Sustainable Growth and Equity”, Banque Mondiale, Washington, 2-4 octobre 2018.

- “Perspectives for Decentralization in Syria”, in “ Strategy for State Building in Syria: a discussion on centralization/decentralization”, Geneva Center for Security Policy, Istanbul, 11-12 mai 2018

*Etablir une synergie entre universités, ONG, agence de développement et collectivités locales.*

A travers le programme “Building for peace in MENA” la Banque Mondiale a élaboré une stratégie pour la reconstruction susceptible de mobiliser les bailleurs de fond en Irak, Syrie, Yémen et Libye. Elle insiste sur la synergie entre les Universités, les ONG, les agences de développement et les collectivités locales. Nous ne pouvons que souscrire à cette recommandation, puisque nous avons toujours travaillé dans cet esprit. Il est donc possible de mobiliser les acteurs de l'humanitaire, du développement et les politiques qui ont participé à nos travaux de recherche sur la crise en Syrie. Ils ont déjà participé aux nombreuses manifestations scientifiques à Lyon 2 que nous avons organisés à l'Université Lyon 2 :

-Colloque : « Quatre années de conflit en Syrie : un désastre humanitaire », Lyon 2, Sciences Po Lyon et Sciences Po Grenoble, Lyon 16 mars 2015.

-Colloque : « Le Moyen-Orient à l'heure du Golfe », Lyon 2, Sciences Po Lyon et Sciences Po Grenoble, Lyon 3-4 novembre 2014.

-Colloque : « La crise au Proche-Orient, les réfugiés et la Suisse », Genève, 27-28 février 2014. Manifestation organisée par le GREMMO et Institut d'Etudes de la Citoyenneté de l'Université de Genève.

- Journée d'études : « Beyrouth, entre mondialisation et crise syrienne », Université Saint Joseph, Beyrouth, 23 octobre 2013.

-Colloque : « Le Liban et la crise syrienne », Lyon du 14 au 15 mars 2013. Manifestation organisée à l'Université Lyon 2, en collaboration avec l'IEP de Lyon et le Grand Lyon.

-Colloque : « Villes, acteurs et pouvoirs dans le monde arabe et musulman », Lyon du 29 au 30 octobre 2012. Manifestation organisée avec Karine Benafla, GREMMO – IEP de Lyon, Université Lyon 2, le soutien de la municipalité de Lyon et la Région Rhône Alpes.

-Colloque : « Le Kurdistan d'Irak : une entité en construction », Lyon du 2 au 3 octobre 2012. Manifestation organisée avec Cyril Roussel (IFPO) et l'Université d'Erbil, Université Lyon 2, le soutien du Gouvernement Autonome du Kurdistan.

-Colloque : « Les métropoles de Syrie dans les processus mondialisés d'urbanisation », Alep (Syrie) du 15 au 17 mars 2010. Manifestation organisée en coopération avec Thierry Boissière, IFPO – Alep, le soutien de l'Université Lyon 2, de la Municipalité d'Alep et du Grand Lyon.

-Journée d'études : "Le laïc et le religieux dans l'action humanitaire", dans le cadre du programme « ONG et monde arabe : un dialogue entre chercheurs et acteurs de l'humanitaire Maison de l'Orient et de la Méditerranée – GREMMO (Lyon), 8 décembre 2010.

- Journée d'études « Du Darfour à Damas : les concentrations de populations déplacées » dans le cadre du programme : « ONG et monde arabe : un dialogue entre chercheurs et acteurs de l'humanitaire » en collaboration avec Philippes Quintin (Université de Rennes), GREMMO, 25 mars 2009.

### *Calendrier*

Le lancement de ce programme de recherche est conditionné à l'évolution de la situation sanitaire qui réduit la mobilité des chercheurs et l'organisation de rencontres. La visio-conférence permet de suppléer à l'absence de contacts directs. Mais pour lancer un programme, il est préférable de se réunir physiquement et ce programme de recherche implique des missions à l'étranger, qui sont pour l'instant difficiles.

### *Porteurs du Projet*

Fabrice Balanche, maître de conférences – HDR, Université Lyon 2, [fabrice.balanche@univ-lyon2.fr](mailto:fabrice.balanche@univ-lyon2.fr), +33 6 41 05 83 01

Cyril Roussel, chargé de recherche, MIGRINTER-CNRS Poitiers, détaché à l'IFPO-Erbil, [cyr.roussel@gmail.com](mailto:cyr.roussel@gmail.com) +964 751 585 9047